

2632

JEAN-CHARLES HARVEY

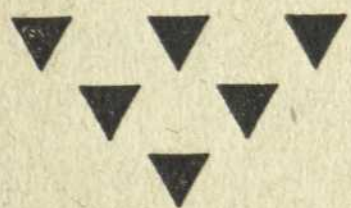
BIBLIOTHÈQUE de la
VILLE de MONTRÉAL

SALLE GAGNON

1210, rue Sherbrooke Est
Montréal H2L 1L9

L'U. R. S. S.

Paradis des dupes



Prix: 10 cents

320.5322

H34180

1947

BIBLIOTHÈQUE de la
VILLE de MONTRÉAL

SALLE GAGNON

1210, rue Sherbrooke Est
Montréal H2L 1L9

L'U. R. S. S.

Paradis des Dupes

Aucun peuple n'est plus intéressant ni plus sympathique que le peuple russe. Au témoignage de tous les étrangers qui ont passé chez lui, il est affable, généreux, sensible et hospitalier. Aujourd'hui comme du temps des tzars, son courage est à la hauteur de son patriotisme. Pour une cause qu'il sait bonne, il luttera jusqu'au sacrifice suprême.

Depuis longtemps, le génie russe s'impose à l'attention des civilisés. De lui sont nés, dans la littérature et la musique, sous l'ancien régime en particulier, des chefs d'oeuvre qui sont l'honneur et la joie de l'homme.

Je tiens à exprimer mon admiration pour ce peuple-là au moment où je commence un travail qui choquera quelques milliers de russomaniaques canadiens et américains et qui, par contre-coup, m'attirera le reproche immérité de déprécier la nation russe. On peut aimer celle-ci sans aimer son régime, de même qu'on peut aimer la nation française sans canoniser le maréchal Pétain, le général de Gaulle, ou M. Thorez. Je n'ai jamais cru que les paysans de l'Ukraine mettent comme condition de leur amitié que nous ayons une foi aveugle en l'Allemand Karl Marx et que nous jugions Staline supérieur à Jésus-Christ.

Dans ce cas, me dira-t-on, vous attaquerez un gouvernement étranger, et cela ne regarde que les gouvernés. A quoi je répons: Les pages qui suivent ne visent ni le gouvernement de Russie, ni les 180 millions de citoyens de ce pays, mais uniquement plusieurs milliers de mes

compatriotes qui se laissent tromper par une propagande mensongère ou par des démagogues soumis aux ordres de Moscou ou de l'Internationale rouge.

Il faut à tout prix dire certaines vérités si nous voulons garder les quelques libertés qui nous restent et préserver, dans la société comme chez l'individu, le sens des valeurs. Car, pour l'heure, une foule de gens prennent des vessies pour des lanternes et, par une sorte de goût du suicide, veulent se donner à des dieux dont l'unique ambition consiste à dévorer leurs adorateurs.

Les amis de l'URSS

A la faveur de la guerre, l'association des Amis de la Russie soviétique avait élargi ses cadres et présentait une façade très respectable. Sa liste de membres comprenait le premier ministre King et plusieurs membres de son cabinet, des révérends, des juges, des industriels, des commerçants, des universitaires, de hauts fonctionnaires et autres personnages importants. Toutes les nuances politiques y étaient représentées, depuis le bleu indigo jusqu'au rouge vif. Des capitalistes notoires faisaient partie de son conseil. Cela permettait à d'autres éléments d'agir dans la coulisse. J'ai assisté à une réunion des Amis de l'URSS. Je croyais qu'il s'agissait de procurer des secours à la malheureuse Russie que les Allemands étaient en train d'écarteler. Je me trompais.

Dès mon entrée dans la salle d'assemblée, je m'aperçus que la vieille garde communiste de Montréal, celle-là même que j'avais connue entre 1934 et 1938, occupait à elle seule plus de la moitié des sièges. Tout de suite on avait l'impression que cette association, fondée apparemment pour créer une sympathie réciproque et favoriser des échanges de vues entre deux grands peuples, était devenue un centre d'action politique, un refuge pour les rouges et un instrument de propagande et d'exagérations russo-philes.

Le président de l'assemblée, qui n'était pourtant pas communiste, commença ainsi son boniment: "Le but de

notre organisation est de nous mieux renseigner sur un vaste pays que bien peu de Canadiens connaissent. On ignore, par exemple, que la Russie soviétique a fait plus de progrès en vingt ans que le monde occidental n'en a fait en trois cents ans . . ." Cette généralisation naïve et presque grotesque me fit sursauter. Quand on sait que, dans l'ensemble, le peuple russe, en dépit de son nouveau régime, est encore de plus de cent ans en arrière de nos masses démocratiques, on s'étonne d'entendre une telle affirmation de la bouche d'un individu réputé intelligent.

Le reste du discours était tout aussi excessif. C'était simplement l'apothéose d'un régime. Ensuite, un jeune Canadien de langue française, communiste de salon, fut prié d'exprimer ses vues et abonda dans le même sens. L'assistance applaudissait à tout rompre. Seuls quelques visages ne s'animaient pas; cinq ou six paires de mains ne battaient pas. Vint le temps des questions et réponses. Calme et timide, un homme demanda: "Est-ce qu'il existe, en Russie, une société des Amis du Canada où des Russes peuvent se permettre de vanter notre régime démocratique?" Tout de suite, ce fut un tollé dans la "gang" rouge. Un communiste que je connais bien devint pâle de colère. Il murmura entre ses dents: "Sacré fasciste! Encore un ennemi de l'URSS!" Je me rendis compte de l'esprit sectaire, du fanatisme, qui anime les apôtres de la religion nouvelle. Pas de discussion possible avec ces gens. Ils ont la foi. Plus c'est absurde, plus ils croient dur. Car la question posée s'imposait. Il s'agissait de savoir si la dictature soviétique permettrait aux Russes de dire à des Russes, en Russie même, la vérité sur le mode de vie des populations démocratiques. N'étant pas en mesure de répondre, les communistes se contentèrent de s'indigner. Ils craignaient peut-être que quelqu'un ne se levât dans la salle pour dire ceci qui est vrai: "Quiconque ferait en Russie la propagande du Canada comme on fait actuellement la propagande de la Russie chez nous ne tarderait pas à prendre le chemin des 'slave labour camp' ou pis encore." Au reste, le groupe des Amis de l'Union soviétique travaille à l'avantage d'une dictature et non d'un peuple.

Les procédés de propagande

Vers la fin de l'été dernier, je dînais en compagnie d'un couple de réfugiés européens vivant actuellement à New-York, où ils ont passé tout le temps de la guerre. A ma grande stupeur, ces deux étrangers, rescapés des massacres d'outre-mer grâce à l'hospitalité de nos voisins, déployèrent toute leur dialectique pour me prouver que les Américains étaient atteints de fièvre belliqueuse et voulaient faire la guerre à la Russie. Ils ajoutaient: "Les Etats-Unis n'ont joué qu'un rôle secondaire dans la victoire. Comptez les hommes qu'ils ont perdus et comparez avec les pertes des soviets. Ce sont *les autres* qui se sont fait tuer pour eux. Et puis, voyez comme ils ont fait piètre figure dans le Pacifique . . . Ils se vantent d'avoir gagné contre le Japon. Ce n'est pas la bombe atomique qui a mis fin au conflit avec le Japon: c'est l'intervention de la Russie . . . Aujourd'hui, les Américains veulent dicter la paix sans tenir compte du prix du sang payé par notre principal allié. Ils s'en vont tout droit au fascisme. C'est là que les conduira leur hystérie collective."

Il me fut très facile de démolir un pareil échafaudage de sophismes peu habiles. Mais cette conversation me fut pénible. Je pensai à d'autres réfugiés que j'avais connus et qui mordaient la main qui les nourrissait. Il est certain qu'au cours des cinq ou six dernières années, le Canada et les Etats-Unis ont reçu de prétendus fugitifs qui avaient pour mission de travailler à la démoralisation de leur état social et économique; il est non moins certain qu'une foule de ces aventuriers politiques ont reçu de quelque part un mot d'ordre, qui se répercute aux quatre coins du monde: le capitalisme anglo-américain prépare une autre guerre, contre la Russie cette fois. Cette campagne de mensonge, dirigée par Moscou, poursuit les fins suivantes: 1.—faire croire à la nation russe qu'un bloc capitaliste s'est liguée contre elle et médite sa destruction, de sorte qu'elle oublie sa misère et reste unie et soumise à ses chefs sous la menace du danger que court la patrie; 2.—attiser les mécontentements et semer la division chez les peuples de civilisation occidentale; 3.—créer l'impression fausse que les démo-

craties occidentales porteraient la responsabilité de l'agression au cas où la Russie, par son évidente offensive d'hégémonie, rendrait inévitable un nouveau conflit. Je crois qu'un nouveau cataclysme universel est matériellement impossible, mais s'il existe présentement une sorte de climat de guerre, il a été créé de toutes pièces par l'internationale rouge d'une part et par les anciens amis d'Hitler et de Mussolini d'autre part. Ces deux factions s'emploient plus activement que jamais à empoisonner l'opinion par d'épouvantables rumeurs.



Un professeur d'université me disait un jour: "Il n'y a jamais eu de démocratie chez nous. Celle-ci n'existe vraiment qu'en URSS, où le peuple est propriétaire de tous les moyens de production du pays. Aucun autre régime n'a aussi bien compris la justice sociale."

Peu après, un membre d'un syndicat ouvrier parlait dans le même sens, car, dans cette congrégation de sauveurs et d'utopistes, les intellectuels et les travailleurs tiennent exactement le même langage. "En URSS, c'est l'ouvrier qui mène. Pas d'exploitation de l'homme par l'homme. Chacun y travaille pour soi et non pour un patron qui prend tous les profits. C'est aussi le seul pays qui ait résolu le problème du chômage. Je me demande quand est-ce qu'on aura fini de se faire affamer par les trusts. Il n'y a rien de ça en Russie." L'homme qui parlait ainsi gagnait environ cinquante dollars par semaine. Il ignorait que nombre de ses camarades soviétiques ne gagnaient que 23 à 25 dollars par mois, soit de quoi acheter deux livres et demie de beurre au prix du marché actuel en Russie. Qu'importent les faits! MM. Staline et consorts doivent répandre dans le monde entier que la sixième partie du globe a été transformée en paradis et que les cinq autres sixièmes doivent y entrer de gré ou de force. Pour y arriver, ils ont lancé contre nous des armées de propagandistes forcenés, qui ont pour mission de propager la fièvre rouge.

La démocratie économique est une légende

Le virus moscovite a fait des ravages dans deux catégories sociales: chez un certain nombre de soi-disant intellectuels qui se croient méconnus et dont il était facile d'exploiter le dépit contre la société; chez certains groupes d'ouvriers syndiqués que manoeuvrait secrètement une minorité de camarades affiliés au parti communiste. A tous, on a fait miroiter les avantages de la fameuse "démocratie économique."

Or il n'y a pas de démocratie possible dans un Etat totalitaire. Je n'ai rien à retirer de ce que j'écrivais dans *le Jour* du 23 février 1946:

Les grandes démocraties ont écrasé le nazi-fascisme. Nous ignorons s'il se relèvera. Espérons qu'on saura le poursuivre partout où il tentera de relever la tête. Il nous a coûté trop de sang pour que nous lui permettions de ressouder ses anneaux maudits et de grandir à la manière du ver solitaire. Pour l'heure, il est désarmé. Réjouissons-nous.

Malheureusement, notre victoire nous a laissés en présence d'un autre élément de discorde, de confusion et de ruine: *le nazi-communisme aux ordres de Moscou*. Il y a cinq ans que je le dénonce ici même. Aux environs de 1943, je m'efforçai de faire comprendre à certains de nos amis qu'il n'y avait aucune différence essentielle entre l'Etat dictatorial du nazisme et l'Etat totalitaire du communisme. C'était bonnet blanc et blanc bonnet. Pour un démocrate, pour quiconque avait l'habitude des libertés les plus élémentaires, il n'était sûrement pas plus drôle de vivre en Russie qu'en Allemagne. Peut-être moins drôle. De telles déclarations scandalisèrent plusieurs de mes compatriotes avec qui, jusque-là, j'avais entretenu des relations fort amicales. Nous cessâmes de nous voir et de nous parler. Je ne le regrette pas: leur aveuglement têtu, volontaire, incurable les rendait peu intéressants.

Je pose la question à tous nos russomaniaques, non seulement à ceux d'entre eux qui ont trahi, mais à tous ceux qui ont troqué le Vatican pour le Kremlin et qui, dans l'ardeur de leur foi nouvelle, vendraient leur patrie n'importe quand pour avancer les affaires des camarades de la faucille et du marteau. Je ne parle pas ici de pauvres prolétaires à qui la vie n'a rien donné et qui ont des raisons de se révolter contre leur sort et de mettre leur espoir en toute nouveauté: je parle d'une foule de soi-disant intellectuels, professeurs d'universités, instituteurs,

médecins, journalistes, qui ont donné sottement dans le panneau et n'en reviennent plus. Ces gens-là, qui ont l'insigne privilège de vivre en Amérique, de jouir de toutes les libertés, de gruger parfois un fromage capitaliste et qui, croyez-le, ne se sont jamais imposé un sacrifice réel pour aucune cause, se sont tout à coup découvert un talent d'apôtre. Ils veulent nous donner aux Russes, que nous devenions des Russes, que nous vivions comme des Russes, c'est-à-dire de très peu. Là est la folie de notre époque.

Pour cette catégorie de marxistes à la manque, les faits ne comptent pas: ils les nient tous. Que nous jouissions, en démocratie nord-américaine, du plus haut standard de vie du monde, que notre régime politique et économique nous ait procuré plus de libertés, de bien-être et de sécurité que partout ailleurs, que nous ayons réalisé les progrès les plus rapides et les plus bienfaisants au cours du dernier siècle, que nous nous soyons montrés supérieurs à tout en paix comme en guerre, que nous ayons même sauvé la Russie d'un désastre certain entre 1943 et 1945, cela n'a aucune importance! Ce qu'ils veulent, ces messieurs, c'est que les maudites démocraties capitalistes, dont ils vivent d'ailleurs grassement, disparaissent et deviennent des républiques soviétiques, c'est-à-dire, des pays où l'on n'a le droit ni de parler, ni d'écrire, ni de voyager librement, ni de s'associer, ni d'être d'une opinion non conformiste et où, par surcroît, on peut mourir périodiquement de famine.

On peut aussi poser à notre groupe d'intellectuels rouges la question suivante: Qu'a coûté la révolution russe? Et qu'a-t-elle rapporté en retour?

Elle a coûté trois à quatre millions de meurtres politiques au temps de Lenine, une quinzaine de millions de travailleurs en prison ou en camps de concentration, deux à trois millions de victimes de la famine, une purge politique de 300,000 dissidents ou prétendus dissidents, l'éclosion, en contre-partie, du fascisme italien, du nazisme allemand, les troubles sanglants de l'Espagne et finalement la guerre mondiale. Je ne dis pas que Moscou soit la cause directe et voulue de tous ces maux, mais bien la cause indirecte ou déterminante, car sans ceci, cela n'aurait jamais existé. Ajoutons l'instabilité actuelle, les efforts inouïs que déploient, chez nous et aux Etats-Unis, les amis de Moscou, pour désorganiser notre vie économique et sociale, sous forme de grèves, de rumeurs, de haines, de ferments de révolte et de basse démagogie, et nous aurons une faible idée du tableau tragique. En

retour, qu'a rapporté la révolution russe? Plus de bien-être au monde? Au contraire. Plus de paix? Au contraire. Plus de science? Pas pour la peine sûrement. Plus de progrès industriel et commercial? Non pas. Plus d'art? L'époque tzariste était supérieure sous ce rapport, de même que pour la littérature. Plus de satisfaction aux masses? Elles ne furent jamais aussi inquiètes et désemparées.

Aux travailleurs organisés qui ne se défient pas assez de l'infiltration dans leurs rangs de saboteurs agissant pour le compte d'une puissance étrangère, on doit conseiller de méditer ce passage d'un discours que prononçait, le 11 mars dernier, au Massey Hall, de Toronto, le professeur Kirkconnell de l'université McMaster:

Quand les Soviets prétendent avoir résolu le problème du chômage, ils oublient de dire qu'ils tiennent 18,000,000 de travailleurs dans des camps de travail forcé (slave labour) et qu'ils ne paient à la plupart des autres que des salaires de famine. Quand ils nous affirment qu'ils ont procuré aux travailleurs des maisons de repos, l'hôpital gratuit, les bénéfices en maladie et les congés payés, il faut savoir que ces bienfaits sont réservés aux membres du parti communiste (une petite minorité) et à quelques travailleurs acharnés—en dépit du fait que tous les ouvriers contribuent au coût de ces entreprises. Quand les communistes prêchent l'égalité économique "de chacun suivant sa capacité, à chacun suivant ses besoins", comprenons bien qu'il existe, chez les soviets, des "partouzes" de millionnaires que se paient les chefs et les hauts gradés militaires, sur la tête de la foule des affamés, dans un régime où le petit lieutenant de l'armée reçoit un salaire cent fois plus élevé que celui du simple soldat. Quand Staline déclare avec arrogance qu'il a été seul à gagner la guerre, sachez qu'il cache délibérément au peuple le fait qu'il a reçu de l'Angleterre, du Canada et des Etats-Unis pour six milliards de dollars en matériel de guerre de toute sorte, sans compter qu'il ne fait aucun cas des six années de combat intense, livré par ses alliés, sur les sept mers du globe et sur une douzaine de fronts. Quand les Soviets se vantent d'avoir "libéré" une douzaine de pays amis, il faut savoir que leurs hordes ont assassiné ou réduit en esclavage des populations entières, qu'elles ont apporté en Russie tout ce qui leur tombait sous la main, depuis les jupons et les montres, jusqu'aux produits des moissons et aux machines des usines.

On ne nie pas, ici, les grandes choses réalisées par la Russie entre 1917 et 1947. En une période de trente ans, il serait étonnant qu'un gouvernement dictatorial, maître de toutes les ressources, en matériel et en hommes, du plus vaste pays du monde, n'eût rien fait de constructif, comme l'industrie lourde, les grands barrages, les laboratoires scientifiques, les universités, les écoles et le reste. Mais outre que rien ne prouve qu'un autre régime n'eût fait tout aussi bien, sinon mieux, tout indique que les masses russes sont aussi malheureuses et misérables que par le passé et qu'elles ont toujours manqué de deux choses essentielles au bien-être et au bonheur: les biens de consommation et la liberté. Sans cela, la démocratie économique est une farce.

Millions de Russes morts de faim

En dépit du rideau de fer qui sépare l'URSS du reste du monde, la vérité commence à se faire jour. On sait désormais que le sort du paysan et de l'ouvrier russe n'est guère meilleur que du temps des tzars.

Plusieurs millions de paysans russes sont morts de faim, en 1932-33, par suite de la politique cruelle, inhumaine et égoïste des maîtres du Kremlin. C'était quinze ans après la révolution. Le gouvernement avait besoin de devises étrangères. Il décida d'exporter à l'étranger le grain dont les paysans avaient absolument besoin pour s'empêcher de crever.

L'organisation des fermes collectives, cette année-là, jointe à la formidable réquisition des grains—c'est-à-dire un vol gigantesque—a coûté assez de sang et de larmes pour engraisser toute la terre soviétique. Des milliers de pauvres paysans qui refusaient de se laisser déposséder de leur terre par le parti communiste étaient arrêtés en pleine nuit au milieu de leur famille, malgré les cris déchirants des enfants et les sanglots des femmes. Ils étaient battus, torturés, puis dirigés, en troupeaux lamentables, vers l'exil en Sibérie ou dans des camps de détention où le traitement infligé aux humains dépasse en cruauté les bornes de l'imagination.

Il faut lire, là-dessus, le livre écrit par un témoin authentique, Victor Kravchenko, auteur de *I Chose Freedom*. Cet ingénieur russe, membre de la Commission d'achat pour l'URSS aux Etats-Unis, avait occupé de hautes situations dans son pays. Il était membre du Parti depuis longtemps. Comme par miracle, il était sorti victorieusement des purges sanglantes où plus d'un million de ses camarades avaient été assassinés, emprisonnés ou embrigadés dans le "slave labour". Il avait vu, de ses yeux vu, les horreurs de la spoliation en masse des terres des paysans et l'épouvantable famine qui marqua l'hiver 1933. Son livre *I Chose Freedom* contient là-dessus des faits indéniables et qui font dresser les cheveux sur la tête. Le témoignage d'Igor Gouzenko, au cours des procès d'espionnage russe au Canada, soulevait déjà un coin du voile. L'oeuvre de Kravchenko nous fait pénétrer dans l'intime du drame communiste. Il est à souhaiter qu'elle soit répandue à millions dans toute l'Amérique, afin que ce monument de vérité, de courage et de sincérité soit dressé contre les pyramides de mensonges élevées par la propagande staliniste en pays démocratiques. On saura dès lors que le paradis soviétique est le paradis des dupes. Quand, le 4 avril 1944, Victor Kravchenko quitta son poste de la Commission d'achat de l'URSS et déclara aux journaux qu'il avait rompu avec le parti et ne rentrerait plus jamais dans son pays, il dénonça la politique à double face du gouvernement Staline et décida de faire connaître au monde entier un régime d'oppression au moins aussi néfaste que celui de l'Allemagne nazie. Ses révélations ameutèrent les éléments rouges aux Etats-Unis et même au Canada. Suivant la tactique de tous les sectaires, ils cherchèrent d'abord à noircir la réputation du fugitif. Les accusations étaient de pures fantaisies. Les communistes firent davantage: ils défendirent à tous leurs adeptes de lire *I Chose Freedom*. C'était une mise à l'index, cette sorte de prohibition qui s'attaque à tous les écrivains qu'on est impuissant à réfuter.

Plusieurs des faits qui suivent ont été révélés par Kravchenko.

Les émissaires de Moscou appelaient kulaks et agents des kulaks tous les paysans pauvres qui voulaient garder

leur bien ou refusaient de livrer les quelques livres de grain qui leur restaient pour l'hiver.

Dans un village de l'Ukraine vivait la famille des Vorvans, le mari, la femme et une petite fille. C'était une maison honorable où l'on travaillait beaucoup et où l'on jouissait d'un bonheur frugal. On y possédait, sur la petite terre, deux chevaux, une vache, un cochon, quelques poules et des instruments aratoires. Les agents de Moscou vinrent lui prendre tout ce qui lui restait de grain. On le pria d'intégrer sa propriété dans la ferme collective. Il s'obstina à refuser. "Ma terre, ma maison, mes animaux, tout ça est à moi. Je ne les donne pas au gouvernement." On le menaça en vain. Il tint bon. Alors vinrent chez lui des hommes chargés spécialement de la purge agricole. Ils firent l'inventaire de ses biens, vidèrent sa maison et emportèrent tout. Puis ils firent transporter les outils et les animaux à la ferme collective. Le soir du même jour on vint arrêter Vorvans comme kulak et agent des kulaks. La femme et l'enfant gémissaient. L'homme résista. On se mit à le battre jusqu'à ce son corps fût couvert de sang. On le traîna au centre du village, et, de là, il partit . . . pour ne jamais revenir. Le lendemain matin, la femme du paysan était trouvée pendue dans sa grange.

Dans toute l'Ukraine, des faits de ce genre se répétèrent durant des mois. Ceux qui, autrefois, se plaignaient des coups de triques des tzaristes commencèrent à se demander si le nouveau régime n'était pas plus cruel que l'ancien. Le moindre petit officier délégué par l'autorité se croyait des droits de vie et de mort sur quiconque lui résistait. C'est revolver au poing que l'on fit marcher l'armée innombrable des victimes.

A la session du Comité central du Parti, en janvier 1933, Staline s'écriait: "Le régime des fermes collectives a détruit le paupérisme et la pauvreté dans nos villages. Des millions de paysans pauvres qui travaillaient pour le bénéfice des grands propriétaires, des kulaks et des spéculateurs étaient tenus sous le régime de la faim pour enrichir leurs maîtres. Sous le système des fermes collectives, les paysans travaillent pour eux-mêmes et pour la collectivité."

Ces paroles furent accueillies par un tonnerre d'applaudissements, mais, dans le même temps, des millions de Russes mouraient en proie à la pire famine de l'histoire. Entre les deux récoltes, les paysans n'avaient plus rien à se mettre sous la dent.

Kravchenko, envoyé par le comité régional pour assurer la prochaine moisson, raconte le fait suivant survenu dans le petit village de Petrovo, où il était entré. Il frappe à une porte. Une jeune femme, maigre, livide, vint ouvrir. "Vous êtes les bienvenus, dit-elle après les salutations d'usage, mais je regrette de n'avoir rien à vous offrir. Il n'y a pas eu une seule croûte de pain ici depuis des semaines. Il nous reste quelques pommes de terre, mais nous les faisons durer le plus longtemps possible." Elle se mit à pleurer. "Quand donc finira notre misère? Est-ce que nous devons mourir comme tant d'autres ici?"

—Où est votre mari?

—Je l'ignore. On l'a arrêté et probablement exilé. Mon père et mon frère ont eu le même sort. On nous a laissés tout seuls pour mourir de faim.

Peu après, cette femme disait:

—Je ne vous parlerai pas des morts. Vous en savez aussi long que moi sur leur nombre. Les demi-morts, les presque-morts, sont encore plus à plaindre. Il en meurt je ne sais combien chaque jour à Petrovo. Plusieurs affamés sont si faibles qu'ils n'ont pas la force de se traîner hors de leur maison. Une voiture passe de temps à autre pour ramasser les cadavres. Nous avons mangé tout ce qui nous tombait sous la main, des chats, des chiens, des souris, des oiseaux. Demain matin, quand il fera jour, regardez les arbres. Ils sont dépouillés de leur écorce, car on en mange. Le croirez-vous? On mange le crottin de cheval.

Elle disait vrai. Elle faisait le tableau non seulement du petit village de Petrovo, mais de toute l'immensité agricole de la Russie. Quant au crottin de cheval, des femmes en faisaient bouillir afin d'en extraire les quelques particules nutritives qui y restaient. Ailleurs, on mangeait la chair des morts.

On allait alors de maison en maison, et partout on voyait l'horrible spectre de la famine, la faim, la maladie, les corps d'enfants squelettiques. C'était la mort en série organisée par Moscou. Ceux des émissaires du Parti qui, par humanité et par simple bon sens, voulaient garder du grain, du beurre et autres aliments pour fortifier les paysans en vue de la récolte future, étaient traqués et dénoncés par la G.P.U., cette police impitoyable qui a servi de modèle à la Gestapo.

Sur cette désolation immense retentissait la parole de Staline: "La ferme collective a détruit le paupérisme." On pouvait répondre: "Elle a détruit surtout des millions de pauvres dans ce temps-là."

Sort misérable fait aux travailleurs

"Prolétaires du monde, unissez-vous!" Tel est le cri de ralliement de l'Internationale rouge. Le rêve des bolcheviques a toujours été de liquider les classes et de former une sorte de république universelle fondée sur la communauté d'intérêts, de sentiments, de haine et d'amour chez les travailleurs de tous les pays et de tous les continents. Ce serait alors une religion avec sa mystique du matérialisme, sa Rome nouvelle, Moscou, son pape infallible et sa foi absolue. Le chant de l'Internationale, plus ou moins démodé aujourd'hui, exprimait, en termes rageurs, cet espoir de domination de l'humanité par les prétendus déshérités du sort:

Debout les damnés de la terre!

.....

Nous ne sommes rien, soyons tout!

En fait, on a réussi à faire croire à une multitude de travailleurs, dans nos démocraties occidentales, qu'au paradis soviétique les "damnés de la terre" étaient tout. La réalité est autre.

D'abord, les ouvriers russes, payés cinq ou six fois moins que nos ouvriers en moyenne et payant cinq ou six fois plus cher que chez nous les choses nécessaires à la vie, n'ont aucune liberté d'association. Ils n'ont droit qu'à un

seul syndicat, celui que leur impose l'Etat. Dans les divers conseils d'industries ou d'usines, c'est le chef du syndicat qui a le moins de pouvoir et de prestige. Il est de beaucoup au-dessous des limiers de la N.K.V.D. ou police russe. Le syndicat ne peut pas s'opposer à une décision importante du gouvernement, d'abord parce qu'il est sa chose, ensuite parce qu'il s'exposerait immédiatement à de cruelles répressions. Il n'y a pas de grève possible en URSS.

Quelques semaines avant le scandale de l'espionnage au Canada, le jeune Pavlov, chef de la N.K.V.D. dans le personnel de l'ambassade russe à Ottawa, faisait une conférence à Montréal (La discrétion m'interdit de nommer l'association qui l'avait invité on ne sait pourquoi). Une heure durant, cet apôtre du Parti—on sait désormais que seuls les membres éprouvés du Parti peuvent recevoir une mission officielle à l'étranger, mais qu'il leur est absolument défendu de le dévoiler—assomma son auditoire avec des chiffres et statistiques tendant à démontrer les progrès réalisés en Russie entre 1917 et 1940. Après le discours, plusieurs questions furent posées, dont quelques-unes assez embarrassantes. Pavlov donna les réponses stéréotypées, celles que nous savions d'avance. Quelqu'un demanda: "N'y a-t-il jamais, chez vous, de grèves ou troubles ouvriers?" Voici la réponse: "Il ne peut pas y avoir de grèves parce que, dans l'URSS, l'ouvrier est le propriétaire de tous les moyens de production. C'est lui qui, en un certain sens, est son propre patron. Comment pourrait-il faire la grève contre lui-même?" Sans blague!

Ce patron-là n'en mène pas large. Il ne prend ni n'impose aucune décision de quelque importance. Il n'est qu'une pièce de la grosse machine totalitaire dont le chauffeur est au Kremlin. Il ne fait pas ses conditions d'emploi, on les lui fait; il ne fait pas son salaire, on le lui fait; il ne fixe pas ses heures de travail, on les lui fixe. Le chef du syndicat ne proteste pas. Il n'a qu'à exécuter les ordres du parti. C'est pourquoi il est une quantité négligeable.

Les punitions infligées aux ouvriers, pour de légères infractions, sont excessives et humiliantes. Pendant une

tournée officielle en Russie, au cours de l'été 1944, le correspondant W. L. White notait un bout de conversation entre Eric Johnson, délégué américain, et le directeur d'une importante usine russe. "Comment réglez-vous le problème des absences?" Le Russe ne comprit pas tout de suite. Il crut d'abord qu'il s'agissait de cas de force majeure, comme la maladie, la mortalité dans la famille ou autre. Eric posa de nouveau la question en précisant qu'il s'agissait d'absences volontaires ou injustifiées. "Cela n'existe pas ici, dit le directeur. Les travailleurs reconnus comme paresseux et peu ponctuels sont affichés sur les murs de l'usine ou dénoncés oralement en public devant les camarades. Deux ou trois infractions du genre attirent au délinquant de graves corrections. Nous ne badinons pas avec ces manquements." Voilà n'est-ce pas qui ressemble un peu à la discipline des prisons.

Victor Kravchenko, connaissant le sujet plus à fond, raconte comment, alors qu'il était l'ingénieur en chef d'un grand trust d'Etat il avait observé les excès de zèle des fameux *stakhanovites* ou champions du record du travail à la pièce. Un jour, une affiche portait cette entête:

Les travailleurs et ingénieurs de cette section doivent savoir les noms de ceux qui entravent le mouvement stakhanovite.

Suivait une longue liste de prétendus saboteurs. C'était une grande humiliation publique. Je connaissais ces hommes pour des ouvriers loyaux et honnêtes, écrit Kravchenko. Les défauts observés dans une partie du matériel ne dépendaient pas de leur travail, mais probablement de la qualité de la matière première. L'affiche fut enlevée à sa demande. Puis on l'accusa de ne pas collaborer avec les *stakhanovites*.

Peu après, un excellent travailleur, Makayev, homme aux cheveux gris, voyait son nom affiché avec ces mots: "Gâcheur du Stakhanovisme!" Le pauvre homme en pleurait. L'insulte avait été ordonnée par le président du syndicat, qui voulait plaire à Moscou.

Il était question, tout à l'heure, des punitions pour absences. Pauvres prolétaires. Ce qu'elle leur rapporte,

leur dictature! Une loi passée avant la guerre stipulait que tout travailleur en retard de vingt minutes à sa tâche devrait être automatiquement traduit devant le procureur de l'endroit. S'il était trouvé coupable, il était passible de prison ou de travail forcé. Tout directeur, chef de service ou tribunal qui, par faiblesse, n'appliquerait pas la loi serait puni à son tour. Seule la mortalité ou une maladie sérieuse et attestée par le médecin désigné pouvait servir d'excuse à un retard. Les cours reçurent l'avis strict de punir les coupables sans miséricorde.

On vit nombre de travailleurs condamnés à un an de prison pour des absences de vingt minutes, absences généralement motivées par de bonnes raisons, mais non trouvées telles par des juges dominés par la peur des purges. De pauvres diables morts de fatigue et qui n'avaient pu s'éveiller à temps, le matin, d'autres qui avaient perdu presque tout le sommeil de la nuit à cause d'un mal de dents, d'autres, une mère de famille, par exemple, retenue à la maison par la maladie de son enfant, ne purent trouver grâce devant leur juge. La prison! Le travail forcé! Les jours sans salaire! La dictature du prolétariat le voulait ainsi.

15,000,000 d'esclaves

L'autorité russe a essayé longtemps de cacher au monde l'une des hontes du régime: le travail d'esclaves—"slave labour". C'est l'histoire la plus lamentable de la tyrannie rouge. Il était impossible à la Russie, malgré la surveillance de son innombrable police et de ses espions, de tenir indéfiniment secrète cette indignité. Tous les observateurs et correspondants qui ont traversé ce pays, au cours des années dernières, ont constaté l'existence d'ouvriers en haillons, mal nourris, mal logés, non payés, qui travaillaient sous l'oeil de gardes armés de revolvers. Aux Russes qui les accompagnaient, ils demandaient quels étaient ces hommes. On leur répondait: "Ce sont des prisonniers politiques qui ont commis des crimes contre l'Etat et contre le peuple."

Il faut croire qu'il y a beaucoup de criminels de ce genre en URSS, puisque le nombre des travailleurs esclaves varie

entre 15,000,000 et 18,000,000. L'ingénieur russe que j'ai déjà cité a eu sous ses ordres des milliers de ces misérables. Presque tous innocents, condamnés sur de simples soupçons ou sur des dénonciations extorquées par la torture, ils étaient réduits à un état de dégradation inouïe. Tel, par exemple, ce troupeau lamentable d'hommes et de femmes, tous devenus immondes, qui coupaient de la tourbe dans la boue des marécages. Des femmes, d'une saleté repoussante, cadavériques, à deux genoux dans la boue vaseuse, travaillant en un silence tragique ! Des hommes au regard éteint, indifférents à tout, même à la vie, qui avaient perdu tout espoir et qui n'avaient plus même la force de pleurer l'absence des êtres aimés qu'ils avaient laissés en proie à la douleur et à la faim !

Il existe une autre classe de prisonniers qui tiennent le milieu entre les esclaves et les ouvriers prétendus libres. Ce sont des délinquants politiques, très nombreux, que l'on suppose punis pour des offenses plus ou moins graves. Ils sont loués ou vendus à l'industrie par la N.K.V.D., qui, d'après contrat, reçoit la moitié du salaire de ces demi-esclaves. Les ouvriers ordinaires n'osent ni parler ni entrer en contact avec ces parias. Ils sont des pestiférés politiques.

Les esclaves, en URSS, se recrutent par les grandes purges. On sait que les chefs de l'Etat totalitaire sont tellement attachés au pouvoir qu'ils commettront tous les crimes pour se maintenir. De là les purges constantes, cruelles, injustes, qui font disparaître tous ceux qui pensent, tous ceux qui voient clair, tous ceux qu'on soupçonne de penser autrement que le dieu régnant. Comme on ne veut prendre aucun risque, afin de rendre absolument impossible l'ombre même d'une opposition, on n'appréhende pas seulement les prétendus délinquants politiques, mais aussi ceux qui semblent avoir été liés par amitié ou parenté avec les supposés ennemis du peuple. Pour ceux-là, c'est la torture répétée, prolongée, hallucinante et finalement, l'aveu d'un crime inexistant arraché par la douleur physique. Les travailleurs esclaves se multiplient de cette façon.

Les tyrans ont la hantise de l'opposition à tel point qu'ils ont fait des purges considérables après la guerre dans les régions qui avaient été occupées par les Allemands. On accusa de collaboration des milliers de pauvres Russes qui n'avaient rien fait que de travailler sous le dur joug allemand et bien malgré eux. On se défiait d'eux parce qu'ils avaient été en contact avec des étrangers et qu'ils pouvaient avoir appris certaines vérités dangereuses sur le compte du Kremlin et sur la vie des autres peuples.

Après sa tournée aux Etats-Unis et au Canada, le journaliste russe, Ilya Ehrenburg écrivait des articles désobligeants contre les Etats-Unis et faisait grand état du traitement des nègres en certaines parties du territoire américain. On pouvait lui répondre que les Etats-Unis ont fait une révolution pour abolir l'esclavage, alors que la Russie en a fait une qui a résulté en la mise en esclavage de plus de quinze millions de Russes.

Les purges les plus mémorables eurent lieu entre 1934 et 1937. Environ 1,800,000 membres du Parti y perdirent leur carte. En d'autres termes, ils étaient finis pour la vie. Nombre d'entre eux furent exécutés; d'autres, plus nombreux, furent emprisonnés pour un temps ou à perpétuité; ceux qu'on laissa en liberté ne purent jamais, sauf exceptions, se réhabiliter.

C'est alors que toute la vieille garde communiste de l'école de Lenine, ceux qui avaient été les piliers de la Révolution, furent balayés, parce que Staline écrasait toute rivalité possible. Ces gens étaient innocents.

Pour jeter de la poudre aux yeux, on força un certain nombre des plus illustres "criminels" politiques à confesser publiquement et solennellement leurs péchés. Ce furent de fausses confessions, obtenues par un sinistre système de chantage. La plupart des hommes qui ont un coeur confesseront n'importe quoi et se sacrifieront plutôt que d'exposer à la torture et à la mort des êtres qui leur sont chers. Si on vous menace de tuer votre enfant, par exemple, pour refus d'avouer un crime inventé de toutes pièces, vous l'avouerez, ce crime, plutôt que de causer la perte de cet être adoré.

Aucun Russe sérieux ne se laissa prendre par cette mise en scène grotesque et tragique. On sait bien que ces vieux bolchéviques, qui avaient tout risqué pour libérer la nation du joug tzariste, ne pouvaient être coupables des crimes dont ils s'accusaient en des confessions invraisemblables. Et une foule d'autres moins illustres, chefs d'industries et trusts importants dans tout le pays, qui furent exécutés ou emprisonnés sous l'accusation de sabotage et de fascisme, n'avaient commis aucune faute importante non plus. On les faisait disparaître uniquement parce qu'ils pouvaient, tôt ou tard, devenir des chefs.

La terreur et l'espionnage massif

Le régime de terreur qui domine toute la Russie et la vie de chaque Russe est la N.K.V.D. ou Commissariat des Affaires intérieures, qui a remplacé la Chéka et la G.P.U., dont les noms étaient devenus trop odieux. Disons en passant que la police rouge, par sa formidable organisation, sa cruauté, son sadisme, son injustice, son manque absolu de sens moral, a servi de modèle à la Gestapo allemande. Les innombrables réseaux d'espionnage établis dans toute la Russie par la N.K.V.D. étaient de beaucoup plus redoutables que ceux de l'Allemagne nazie, ce qui n'est pas peu dire.

Les maîtres du Kremlin ont voulu que chaque Russe fût un espion. Il y a des agents de la N.K.V.D. partout, dans chaque conseil d'administration, dans chaque service public, dans chaque atelier, dans chaque hôtel, dans chaque train, sur chaque ferme collective, dans un très grand nombre de familles. Tout chauffeur d'automobile au service d'un haut gradé est un espion chargé de rendre compte des allées et venues de son maître; chaque servante dans une maison doit raconter à la N.K.V.D. ce qui s'y dit et ce qui s'y passe; chaque camarade de collège, d'école ou d'université risque d'être puni s'il ne rapporte pas à qui de droit certains propos entendus autour de lui.

On imagine dès lors le supplice moral de 180 millions de sujets qui ne peuvent plus parler à coeur ouvert à personne, qui doivent se méfier de leur meilleur ami, voire

de leurs frères et de leurs soeurs, car ils ne savent jamais quand la police mettra ces êtres chers à la torture pour en arracher des aveux compromettants.

C'est à cette vie-là que sont conviés par Moscou les prolétaires du monde. Ceux de nos syndicats ouvriers que tentent de "rougir" les agents du Kremlin en leur vantant la bonne et belle vie de leurs camarades soviétiques feraient bien de réfléchir qu'au plus profond de la crise du chômage, en Amérique, entre 1929 et 1937, le sort de nos chômeurs étaient encore de beaucoup préférable à celui des ouvriers de la république des camarades.

Dans toute industrie des soviets, on possède un dossier complet du travailleur. Ses moindres fautes, ses manquements, ses retards, ses purges y sont consignés avec une exactitude féroce. Quand il veut quitter un emploi pour un autre, avec l'espoir d'améliorer son sort, ce dossier le précède à cet endroit nouveau. Partout où il ira, il portera le poids de ses fautes et la tache ineffaçable. Il en est de lui comme du repris de justice chez nous: il est marqué pour la vie.

Une nouvelle classe d'aristocrates et d'exploiteurs

On a beaucoup impressionné quelques syndicats ouvriers de chez nous avec le fameux mot d'ordre russe: "A chacun suivant ses capacités, à chacun suivant ses besoins." En fait, le régime n'a rendu possible ni l'un ni l'autre.

Depuis 1918 jusqu'à 1946, des millions de Russes n'ont jamais eu ce dont ils avaient besoin. A peu près tout leur a manqué: le pain, la viande, le beurre, les tissus, l'habitation, le repos et le salaire réel. La plupart des articles de consommation manquaient et étaient hors de prix. On a vanté le génie d'organisation de Staline et de ses comparses. C'est un mythe. Un régime qui, en plus de vingt ans de paix, soit de 1918 à 1941, n'a pu organiser son industrie de consommation courante, en un pays pourvu de toutes les ressources imaginables, n'est sûrement pas génial. Il fallait une propagande extraordinaire pour le faire croire à une multitude de démocrates occidentaux que les élus du ciel soviétique nageaient dans l'abondance

depuis la venue des thaumaturges rouges. En fait, ils ont toujours manqué de tout. Les touristes qui, avant la guerre, visitaient la Russie, trouvaient à vendre cinq fois leur prix tout ce qu'ils portaient sur eux, particulièrement leurs chaussures. De nombreux témoins peuvent attester que, s'ils n'eussent craint de sortir du pays en costume d'Adam, ils auraient trouvé preneur pour leur garde-robe entière, celle-ci étant considérée comme un luxe extraordinaire pour le citoyen ordinaire de l'URSS.

En même temps, il s'est formé, en URSS, une classe de haut gradés, de favoris du régime, de fonctionnaires et bureaucrates qui remplace la bourgeoisie et qui, elle, ne manque de rien. Il y a un contraste navrant entre la situation de cette classe et la masse du peuple.

Dans un centre industriel, comme en une multitude d'autres, on pouvait observer ceci. De jolis cottages situés dans un quartier chic, à un mille des usines. Ils sont entourés d'arbres et de parterres de fleurs. A l'intérieur, toutes les commodités modernes: meubles de prix, chambre de bain, frigidaire, radio et le reste. Une servante au moins et un chauffeur sont au service du privilégié qui gagne cinq fois plus que son premier contremaître et dix ou vingt fois plus que les journaliers. Près de la maison un garage où remiser l'automobile, et, tout à côté, une écurie pour une couple de chevaux.

A côté de cette aisance, on trouvera très souvent des milliers d'ouvriers empilés dans des baraques infectes. Il y en avait un bon nombre à la veille de la guerre. On logeait des êtres humains dans des locaux que l'on n'aurait pas réservés aux animaux. Certes, à Moscou même et en certains endroits que l'on fait visiter aux touristes, des conditions meilleures existent. Il faut bien être en état de jeter de la poudre aux yeux; mais dans l'ensemble, le sort fait aux masses—de l'aveu de tous les observateurs sérieux—est si lamentable que l'on peut difficilement s'en faire une idée dans nos démocraties occidentales.

La Russie n'a pu se délivrer de l'esprit de classe, de caste, qui existait du temps des tzars. Et les nouveaux maîtres, des parvenus pour la plupart, tiennent rigidement les distances entre eux et les prolétaires. Le grand train de vie que mènent les maîtres de l'URSS, à Moscou, contraste violemment avec la misère des masses.

Quant à l'autre partie du dicton communiste, "à chacun suivant ses capacités", le moins que l'on puisse en dire c'est que, d'une part, une multitude d'ouvriers russes en souffrent cruellement et que, d'autre part, le régime n'en a pas obtenu l'efficacité qu'il désirait.

Comme des millions de travailleurs soviétiques ne gagnent que \$23 à \$25 par mois, en un pays où le coût de la vie est plus élevé que chez nous et où, par surplus, on trouve peu à acheter, on se demande quelle estime ont les thaumaturges de la "capacité" des gens. Des hommes de métier très habiles, des stakhanovites de haute classe, gagneront plus que les camarades moins doués, mais leurs revenus sont de beaucoup inférieurs à ceux des travailleurs de la même catégorie en nos pays capitalistes. A ce point de vue, nos ouvriers spécialisés ont un tel standard de vie qu'ils seraient considérés comme de grands bourgeois par leurs camarades russes.

Donnons ici quelques chiffres de 1939—ceux d'après-guerre étant anormaux— et voyons ce que représentait, à cette époque, un salaire en URSS. Un expert en laminerie gagnait de 200 à 250 roubles par mois; un artisan serrurier, 145 à 200 roubles; les bons ouvriers tourneurs, fondeurs, électriciens et autres de même classe, 240 à 250 roubles. Or, un habit du dimanche, comme ceux que portent la plupart de nos ouvriers, coûtait 800 roubles. Le reste était à l'avenant. On nous dira ici que la Russie ne pouvait faire davantage, qu'elle est dans une période d'organisation et que, par conséquent, il faut attendre des années avant de porter un jugement. A quoi nous avons le droit de rétorquer: la Russie n'a pu faire la preuve de l'efficacité de son régime, et, quelle que soit la raison de ce très long retard,

nous sommes en droit de reprocher à nos propagandistes russomaniques d'avoir toujours à la bouche: "Faisons comme la Russie!" C'est une absurdité et une fumisterie.

Le 24 octobre dernier, sur un réseau américain avait lieu un débat auquel prenait part l'ancien chef du Parti Communiste aux Etats-Unis, Earl Browder. A une question qu'on lui posait, il répondit à peu près ceci: "Quel que soit le sort de l'ouvrier russe, il ne travaille pas du moins pour enrichir des capitalistes qui l'exploitent. Il travaille pour lui-même." Or, un travailleur russe disait en confidence à son fils, en réponse à cette drôle d'affirmation: "Tout ça, c'est des mots. L'ouvrier sous-alimenté en dépit de son travail constant ne se soucie guère de savoir qui l'exploite, de l'entreprise privée ou de l'Etat. Pour lui, c'est bonnet blanc et blanc bonnet. Dans les deux cas, il a faim. Quand, sur de simples soupçons, il est emprisonné ou exilé, c'est une piètre consolation pour lui de se dire qu'après tout c'est pour lui-même qu'il souffre." Je pourrais ajouter ceci: il y a infiniment moins d'exploitation de l'homme par l'homme aux Etats-Unis et au Canada qu'il n'y en a chez les soviets.

Le stakhanovisme est un des moyens pour l'Etat d'exploiter les sueurs du peuple sans lui donner une réelle compensation. Ce système est basé, on le sait, sur le travail à la pièce. Moscou a fait, là-dessus, une publicité considérable. On a vanté le zèle des ouvriers russes à produire de plus en plus pour la bonne cause. Mais on sait que les différences de traitement provoqués par le stakhanovisme a créé, chez les ouvriers de même métier, plus d'animosités et d'humiliations que d'ambition.

Je ne suis pas en principe opposé au travail à la pièce. Certaines tâches semblent l'exiger. En outre, il n'est pas mauvais que les hommes vraiment compétents soient encouragés. S'ils sont mis exactement sur le même pied que les incompetents, ils peuvent se dire: "A quoi bon donner ma pleine mesure, puisque cela ne m'en donne pas plus que mon voisin, dont le rendement est de beaucoup inférieur au mien?" Pourtant, la plupart des syndicats de l'Amérique du Nord ont abandonné le travail à la pièce

et exigé une échelle de salaire uniforme pour les travailleurs du même métier. Ils avaient, pour en décider, de sérieuses raisons. En d'autres termes, on a eu, dans nos pays capitalistes, le système stakhanoviste bien avant les Russes. On l'a jeté par-dessus bord pour la bonne raison qu'il comportait des inconvénients très graves.

Il n'est pas démontré que, dans l'ensemble, le travail à la pièce soit plus efficace que le travail payé à salaire uniforme suivant la fonction. Les ouvriers américains, anglais et canadiens, avant et durant la guerre, se sont montrés plus efficaces que tous les ouvriers du monde, y compris ceux de l'URSS. Citons, entre autres, l'industrie des camions. Au plus fort de sa production, l'URSS produisait annuellement 300,000 véhicules moteurs pour une population de plus de 180,000,000 d'habitants, alors que les Etats-Unis en produisaient 4,800,000 pour ses 130,000,000 de citoyens. Il en est ainsi sur toute la ligne ou à peu près.

Toute liberté foulée aux pieds

Nombre de sympathisants communistes du Canada et des Etats-Unis se pâment d'admiration devant la constitution soviétique. Ils ignorent qu'il existe une différence considérable entre un chiffon de papier et une réalité. A l'article 125 de cette constitution, on lit:

"Conformément aux intérêts des travailleurs et afin d'affermir le régime socialiste, sont garanties par la loi aux citoyens de l'URSS:

- a) la liberté de la parole,
- b) la liberté de la presse,
- c) la liberté des réunions et meetings,
- d) la liberté des cortèges et démonstrations de rue.

"Ces droits de citoyens sont assurés par la mise à la disposition des travailleurs et de leurs organisations, des imprimeries, des stocks de papier, des édifices publics, des rues, des P.T.T., et autres conditions nécessaires à la réalisation de ces droits."

Tout le monde sait qu'en fait aucun travailleur ne peut, sans encourir la prison, l'exil ou la mort, dire publiquement un seul mot de blâme à l'adresse de Staline et de son

équipe, publier, dans les journaux, une seule ligne de critique du régime, convoquer une seule réunion où il serait question de montrer la moindre opposition aux maîtres du pays.

Dans nos pays, on fait souvent de grandes démonstrations publiques, bannières au vent, contre les chefs du pouvoir établi. C'est un droit que l'on considère élémentaire chez tous les peuples habitués à la vie démocratique. Ici on criera: "A bas King!" Aux Etats-Unis: "A bas Truman!" Et personne ne sera même inquiété par la police. Par contre, on ne voit pas bien des ouvriers russes se promenant dans les rues de Moscou, avec des drapeaux et des affiches, et criant: "A bas Staline!"

En fait, il n'existe, en URSS, aucune liberté démocratique, aucune. De l'aveu de tous les témoins impartiaux et d'après tous les rapports qui nous sont venus d'Europe, de la part de personnes autrefois très sympathiques à la Russie, le régime imposé aux peuples asservis par l'URSS est un enfer.



La foi aveugle des russomaniaques

Après avoir lu ces pages, les mystiques du grand soir, les croyants, les aveugles, unis à tous les snobs qui s'imaginent que ça fait plus chic, plus intellectuel, d'écouter les Charley McCarthy de Jos Staline, nieront en bloc cet exposé de faits sans se donner la peine de me réfuter, sans daigner accorder à leur raison chancelante la petite heure de réflexion dont elle a besoin pour se rapploMBER. Ils m'accuseront d'avoir porté contre la Russie et tout le mouvement soi-disant progressif une attaque dangereuse et injustifiée.

Si l'on veut nier, qu'on ait du moins la décence d'apporter autre chose à l'appui que les feuillets, pliants et magazines de propagande exportés en vrac, depuis vingt ans, des presses de Moscou sur tous les marchés où les happent avidement les gobeurs et les dupes. Surtout, qu'on ne se présente pas avec le livre-pour-faire-plaisir, *Mission to Moscow*, par M. Joseph E. Davies. Quand on pousse la naïveté jusqu'à trouver des excuses à la dégoû-

tante purge de 1933, qu'on prend au sérieux la comédie dramatique des confessions publiques des anciens compagnons de Lenine assassinés par les camarades, on manque sûrement de perspicacité. Et ceux qui ont avalé tout ça feraient bien de recourir à un vomitif. Quant aux constatations faites à la course par le sympathique et crédule Wendell Willkie, dans *One World*, on sait bien qu'une réception organisée de A à Z par Moscou même ne pouvait rien donner qu'une canonisation en règle d'un régime habitué depuis longtemps à soigner sa presse. Quand ce pauvre Willkie, par exemple, affirme que des journalistes lui ont parlé franchement et à coeur ouvert, il ignore qu'aucun Russe ne peut dire sa franche opinion sociale et politique à un étranger. Le risque est trop grave. Au bout, il y a la chambre de tortures et des aveux.

Le point sur lequel j'insiste le plus, c'est que je n'aurais jamais mis la Russie en cause s'il y avait, chez nous, moins de gens prêts à trahir les intérêts de leur pays pour obéir aux directives de Moscou. Puisque l'URSS se mêle de nos affaires au point de manoeuvrer les communistes du monde entier dans l'espoir d'instaurer partout des gouvernements amis, c'est-à-dire, des machines à broyer toutes les libertés humaines, nous sommes bien obligés de dire à nos compatriotes quels sont ces sauveurs qui prétendent avoir des leçons à nous donner en fait de justice sociale. Cette sorte de papauté moscoute qui prétend régner sur des sujets de toutes les nations et qui exige de nombre de Canadiens et d'Américains une fidélité et une loyauté venant en conflit avec les intérêts, les droits et les traditions fondamentales de leur patrie, doit être non seulement démasquée et dénoncée, mais écrasée chez nous. La population des démocraties occidentales—au fait, y a-t-il des démocraties orientales? On n'en connaît aucune—est en immense majorité anticommuniste. Mais soyons sur nos gardes. La bête rampe sous les portes. Partout elle entre subrepticement, sans s'annoncer et sans dire son vrai nom.

Des communistes et des sympathisants communistes, qui occuperont des postes plus ou moins importants dans le service civil, dans certains journaux, en quelques services

de la Radio, dans les universités, les écoles et les syndicats, donneront toujours raison cent pour cent à l'oncle Staline et blâmeront invariablement les chefs des pays démocratiques. Ils traiteront de fasciste ou de réactionnaire quiconque soutient l'opinion contraire. Eux, ils se décorent du titre pompeux de progressifs. Progressifs? En quoi? Je me demande ce qu'il y a de progressif dans le fait de supprimer toutes libertés conquises par des siècles de lutttes et de sacrifices, et de ressusciter, à notre époque, les pires tyrannies de l'antiquité. Ces soi-disant progressifs qui ont toujours le visage tourné vers le Kremlin et qui s'agitent pour nous mettre, nous les libéraux, sur le même rang que les 180 millions d'humains asservis par Staline et Cie, ne sont en réalité que de sinistres imbéciles et des agents de régression.

Les stalinistes sont des réactionnaires

Le progrès, c'est la liberté. Les communistes moscoutaires sont des réactionnaires parce qu'ils sont contre la liberté. Les seules forces progressives sont les forces individuelles, et elles sont essentiellement libérales parce qu'elles favorisent le libre développement de la personne. La collectivité n'est jamais progressive, en ce sens qu'elle doit tout aux quelques individus libres qui l'élèvent au-dessus de sa médiocrité naturelle et sans lesquels elle croupirait dans son éternel néant. L'Etat qui, sous prétexte de collectivisme et de justice sociale, forme une communauté rigide dont les bornes sont tracées par des politiciens convaincus de posséder les données de tous les problèmes, devient conservateur en raison même de ses prétentions à l'infailibilité. Il tue les initiatives individuelles, au moral toujours, au physique souvent. Car dans les Etats où tout se fait et doit se faire sur le plan politique—politique d'abord, politique partout—, toute initiative importante doit être portée au crédit de la collectivité ou plutôt du chef qui incarne celle-ci. C'est pour cette raison qu'en Russie il ne peut y avoir qu'un grand nom, et c'est Staline, qu'un grand homme, et c'est Staline, qu'un seul créateur et animateur autour duquel gravitent des satellites, et c'est encore Staline. Les artistes, les penseurs et les savants doivent

rendre grâce à Staline d'avoir inspiré leur pensée et leur action, sinon, gare à la purge! Tous les démocrates faisaient naguère des gorges-chaudes à propos du salut nazi: "Heil Hitler!" C'était en effet ridicule. Mais je ne vois aucune différence entre le salut hitlérien et la coutume sacrée imposée aux Russes de pendre partout le portrait de Staline, de porter l'image gigantesque de ce surhomme sur les bannières, les jours de procession, de ne jamais prononcer un discours sans y faire entrer le nom de Staline au commencement, au milieu et à la fin. Dans tous les bureaux de l'administration centrale de l'URSS, pendent d'immenses portraits du Tout-Puissant rouge, et quiconque s'aviserait de remplacer cette image divinisée par un grand poète, un grand savant, un grand penseur, un bienfaiteur de l'humanité, tel le Christ, perdrait sûrement la carte du Parti, probablement sa liberté. C'est dire que l'initiative des hommes supérieurs, des personnalités fortement trempées, est à peu près impossible dans un Etat totalitaire et collectiviste. Le climat naturel du génie de l'initiative, c'est la liberté permettant à l'individualisme créateur, à l'être qui s'est élevé très haut et qui, par le fait, n'a plus rien de commun avec la politique des masses, de transmettre personnellement son message. Il arrive presque toujours que le chef d'un Etat totalitaire ne permet point qu'un nom, dans la nation qu'il gouverne despotiquement, devienne plus grand que le sien. Des gens à courte vue s'imaginent que toute révolution est progressive. Rien n'est plus faux. Il y a des révolutions rétrogrades et réactionnaires. La révolution russe en est un exemple. Elle semblait progressive par sa rupture avec le tzarisme, qui rappelait l'époque féodale; par son absolutisme, elle est devenue, en fait, un affreux recul vers le passé.



Certains éléments, dans la masse ouvrière, ont pu ajouter foi au tableau alléchant de *la vie heureuse* en URSS. Je ne crois pourtant pas que la majorité s'y soit laissé prendre. Quand on vient lui dire, joignez-vous aux camarades libérés par Lenine, faites comme eux, vivez comme eux, elle n'a

qu'à faire quelques comparaisons pour savoir qu'elle perdrait au change. L'ouvrier soviétique ne possède pas les libertés d'association, d'assemblée, de parole et d'opinion; mal payé, mal logé, mal habillé, mal nourri, il ne peut former aucune union dans le but d'améliorer son standard de vie et ses conditions de travail; il souffre de la concurrence du "slave labour" sans avoir, comme les nôtres, la possibilité d'organiser l'atelier fermé; il est complètement régenté par une bureaucratie rigide et cruelle, qui a formé une classe distincte et privilégiée toute aussi absolue que la caste de l'époque impériale; il n'a aucun espoir d'entreprendre quelque chose pour lui-même et de parvenir à cette indépendance qui fait le rêve passionné de tout homme légitimement ambitieux; il peut s'élever matériellement par la carte du Parti, faveur octroyée à un tout petit nombre de Russes, mais une fois dans cette catégorie politique, il commence à vivre dans la terreur des purges périodiques. Il faudrait savoir en outre ceci: combien de familles ouvrières du paradis rouge ont leur appareil de radio, leur automobile, leur glacière ou frigidaire, leurs meubles de salon, leurs appareils électriques (machines à laver, fers à repasser, toasters, etc.), leur téléphone et autres accessoires, toutes choses que possèdent des millions d'ouvriers et paysans canadiens et américains, et si l'on en vient à la conclusion qu'après tout c'est le gouvernement de Staline qui devrait venir chercher des leçons chez nous, au point de vue de la justice sociale, on n'aura pas de peine à traiter comme des farceurs ou des fumistes les agitateurs du *comintern* qui voudraient nous mettre à la remorque de Moscou.

Nous avons observé que plusieurs de ces soi-disant libérateurs du prolétariat sont des étrangers entrés ici par on ne sait quelle porte et qui, une fois mis en jouissance de notre hospitalité, se révèlent séditionnaires et agents de trahison. A ceux-là, il faut dire: si vous n'êtes pas satisfaits des mets que nous vous servons à notre table, de grâce, retournez au pays d'où vous venez ou bien émigrez en URSS. Au besoin, nous devrions vous aider à y aller.

La loi morale

Ce qui m'indigne le plus dans la mystique rouge, c'est le mépris total des valeurs morales. J'ai connu quelques jeunes gens qui se sont donnés au communisme parce que celui-ci, à leurs yeux, nie toute loi morale et fait officiellement profession d'athéisme. Ils s'imaginaient, en agissant de la sorte, faire preuve d'indépendance et d'émancipation. Au fond, c'est du snobisme.

Quand on parle à ces gens-là de loi morale, ils nous rient au nez et nous traitent de vieux-jeu. "Il faut être honnête, tolérant, miséricordieux, rendre parfois le bien pour le mal", leur disons-nous. Ils nous traitent de faibles et de sentimentaux. Nous proclamons la supériorité et la nécessité de l'esprit chrétien. Ils éclatent de rire. Pour eux, les mots merveilleux, les mots sacrés, les mots éternels, qui ont soulevé l'humanité au-dessus d'elle-même et sans lesquels l'homme ne mériterait pas même de vivre, n'ont plus aucune signification. C'est de l'opium. A la douceur évangélique, ils préfèrent la loi de fer, la torture, la prison, la souffrance des esclaves forcés au silence, la police, l'espionnage, la persécution érigée en système de gouvernement.

J'en suis venu à croire que notre siècle a suscité cette monstrueuse nouveauté que j'appellerais le "gangstérisme intellectuel". C'est probablement la plus abominable plaie qui ait affligé le monde depuis des siècles.

Il faut à tout prix que tous les hommes de bonne foi et de bonne volonté, dans l'univers entier, se donnent la main pour restituer à toute société ses valeurs morales. Car il n'y a pas d'espoir sans morale. N'importe quel système politique, économique et social est essentiellement mauvais, s'il ne tient pas compte de ce facteur premier dans la conduite des hommes. C'est ici que toutes les religions, oubliant un instant leurs rivalités, ont le devoir de s'unir étroitement, afin de conjurer le fléau.

Le communisme, aux yeux de quelques bonnes âmes, paraît en théorie comme une doctrine généreuse. En réalité, il s'est révélé sous un jour répugnant. Tel qu'on le pratique, il apparaît comme le mal à l'état pur.

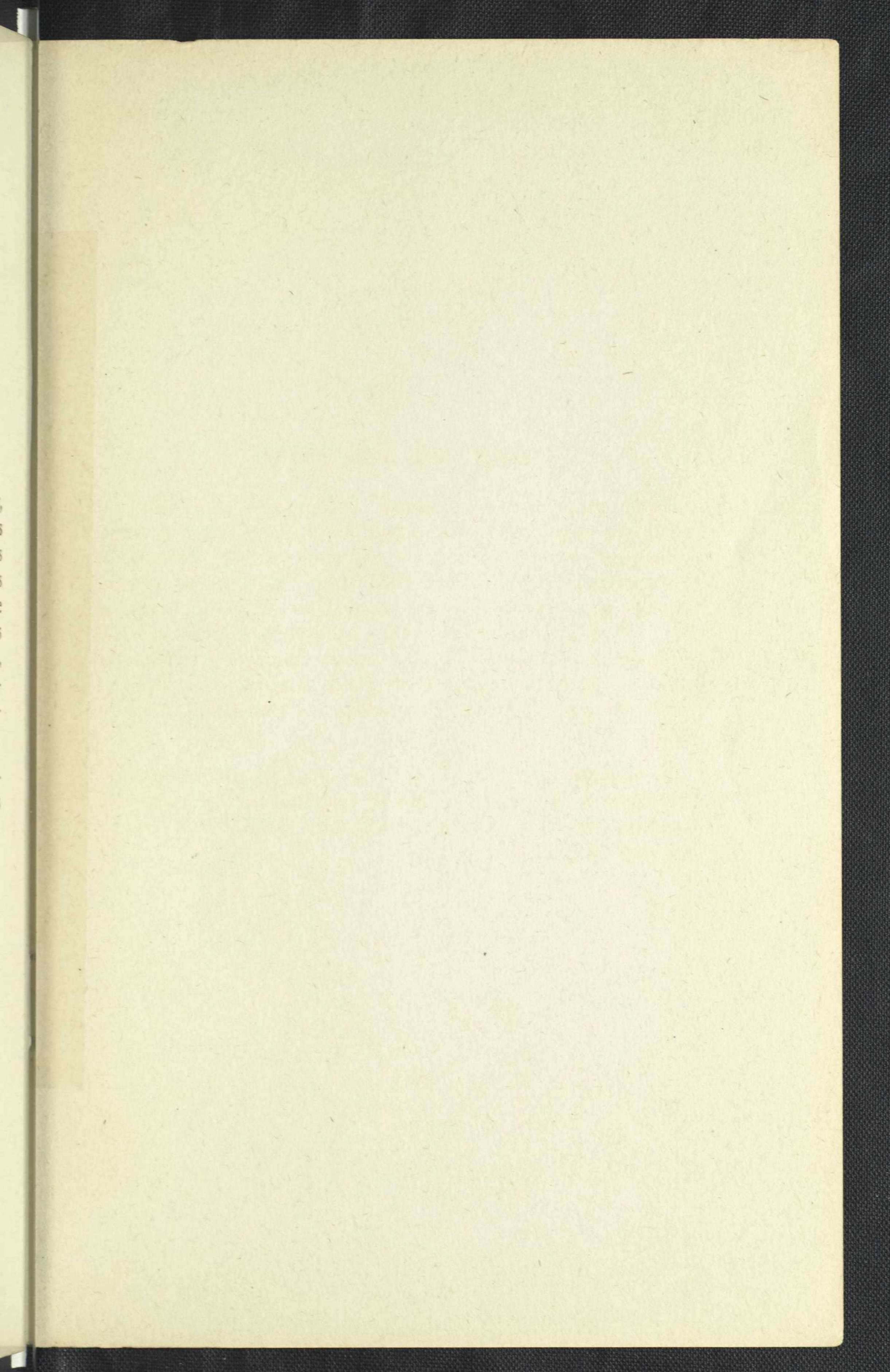
Ce qu'il y a de plus grave pour nous, c'est que les soviets, sans vouloir une guerre incompatible avec leurs moyens, ne veulent pas non plus la paix sociale et économique dans le monde, et vous verrez qu'ils feront l'impossible pour l'entraver partout. Cette infamie s'explique par le fait que le régime se sent très faible à l'intérieur et qu'il lui faut créer de puissantes diversions à l'extérieur. Cette faiblesse est pourtant l'espoir des démocraties. Il n'est pas impossible que la nation russe, au cours des dix ou quinze années à venir, brise ses chaînes et, par passion de la liberté, mette un terme au régime le plus cruellement réactionnaire du vingtième siècle.

JEAN-CHARLES HARVEY

NOTE DE L'AUTEUR

Dans mon tract précédent, *l'Epidémie des Grèves*, publié en septembre, une erreur s'est glissée que je tiens à corriger. À la page 20, au chapitre intitulé: "Procédés des agitateurs", on lisait: "On doit trouver non moins étrange que notre Congrès Canadien du Travail, branche de la C.I.O., renferme dans son sein la plupart des communistes canadiens et qu'il se soit rangé officiellement, par une résolution adoptée en plein congrès, sous la bannière du parti Ouvrier-Progressiste, c'est-à-dire communiste."

Il faudrait lire *parti C.C.F.* au lieu de *parti Ouvrier-Progressiste*. En outre, l'activité clandestine des éléments communistes s'est infiltrée aussi bien dans l'A.F. of L. que dans la C.I.O.



BAnQ



000 571 211



Imprimé à La Patrie, Montréal

